



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 5 décembre 2022

Régional

❖ Le Digital Energy Challenge de l'AFD récompense 10 lauréats, dont trois issus de la région AEOI

La deuxième édition du *Digital Energy Challenge*, organisé par l'AFD sur financement de l'Union Européenne (1,5 MEUR) et une subvention de l'ADEME (0,5 MEUR), a récompensé dix lauréats pour leur contribution à la modernisation du secteur de l'énergie en Afrique. Ce challenge encourage l'innovation dans l'écosystème de l'énergie à travers un appel à projets annuel ouvert aux start-ups et aux opérateurs énergétiques. Pour l'édition 2022 du Challenge, 116 candidatures de start-up et 13 d'opérateurs énergétiques travaillant en partenariat avec des fournisseurs de technologies et de services ont été évaluées. Parmi les lauréats : la Société nationale d'électricité des Comores qui s'est associée à la start-up *Roseau Technologies* afin de cartographier et modéliser du réseau de distribution comorien et améliorer sa gestion ; la start-up kényane *Green Innovation Ventures Enterprises (GIVE)* qui favorise la numérisation des appareils électriques domestiques pour soutenir leur financement et augmenter la demande d'électricité pour les mini-réseaux et les opérateurs énergétiques ; la compagnie publique *Uganda Electricity Generation Company (UEGCL)* associée à l'espagnol *BCN Hydro Renewables* pour la mise en œuvre d'un outil de surveillance des vibrations des turbines dans les centrales hydroélectriques.

❖ Les États membres de la CAE ne sont pas encore prêts pour le déploiement de la monnaie unique

La mise en œuvre de l'Union monétaire de l'Afrique de l'Est (UMAÉ) sera reportée en 2031 au lieu de 2024, date prévue initialement. Le groupe de travail en charge de la surveillance de la convergence monétaire a conclu que les membres n'avaient pas atteint toutes les exigences de la feuille de route. Les critères de convergence : plafond sur l'inflation globale à 8%, couverture de réserves de 4,5 mois d'importation, déficit global inférieur à 3 % du PIB et dette

publique brute inférieure à 50% du PIB, devaient être atteints en 2021 et maintenus pendant trois ans pour garantir l'établissement de l'UMAE en 2024. Avec l'union douanière et le marché commun, l'UMAE est le troisième pilier de la CAE. Elle devrait permettre aux pays membres de bénéficier d'une meilleure intégration, d'une baisse des coûts de transaction et d'une stabilisation des prix qui stimulerait le commerce et l'investissement dans la région.

🍷 Burundi

Pas de brève cette semaine

🍷 Comores

Les promesses de financement des partenaires techniques et financiers portées à 5,3 Mds EUR pour le Plan Comores Emergent

La réunion de suivi de la Conférence des Partenaires au Développement (CPAD) s'est tenue à Moroni le 3 décembre, trois ans après une première réunion à Paris en décembre 2019. Elle a réuni les partenaires multilatéraux et bilatéraux qui soutiennent le Plan Comores Emergent (PCE), stratégie de développement national à l'horizon 2030. Les promesses de financement initialement annoncées à 3,95 Mds EUR en 2019, vont augmenter de 1,4 Mds EUR, portant le total des engagements à 5,3 Mds EUR. Elles visent à permettre au gouvernement d'atteindre ses objectifs de croissance suite aux perturbations résultant de la crise sanitaire et du contexte économique international. L'ambassadeur de France y a rappelé les engagements du Plan de Développement France-Comores, où la contribution de la France s'élève à 150 MEUR à travers les financements de l'AFD.

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🍷 Ethiopie

Résultats positifs enregistrés par la banque publique DBE sur le premier trimestre 2022/23

La *Development Bank of Ethiopia* (DBE), deuxième banque publique du pays, aurait enregistré de bonnes performances sur le premier trimestre de l'année fiscale 2022/23. La banque aurait connu une augmentation de ses revenus (+ 33 %) soit 87 % de l'objectif sur la période (2,35 Mds ETB) et une hausse des prêts accordés (3,5 Mds ETB en hausse de 218 % par rapport à l'année dernière). De plus, la banque a annoncé une amélioration dans le recouvrement et la réduction des prêts non performants (NPL). Alors que le taux de NPL de la DBE faisait partie des plus élevés du secteur (40 % en 2018), ce taux serait resté stable sur le premier trimestre hors prêts accordés à des projets dans la région du Tigré (12 % de NPL contre 24 % en incluant les prêts tigréens). Suite à la suppression de la règle des 27 % en vertu de laquelle les banques privées devaient dédier 27 % de leur portefeuille de crédits à l'achat de bons du Trésor, la Banque centrale a émis une nouvelle directive qui contraint les

banques privées à participer au financement de la DBE en septembre 2022. Celles-ci seront tenues de consacrer annuellement au minimum 1% de leurs nouveaux prêts et avances à l'achat d'obligations émises par la DBE, et ce jusqu'à ce que les obligations représentent 10% du total de leurs crédits. Par ailleurs, la DBE est aussi bénéficiaire de programmes multi bailleurs pour l'amélioration de l'accès au financement du secteur agricole, soutenu entre autres par l'AFD, l'UE (PROSEAD), la Banque Africaine de Développement (PESAPYE) et la Banque mondiale (RUFIP II et III).

Rétablissement progressif des services dans les régions touchées par le conflit

Dans le cadre de l'application de l'accord de cessation des hostilités à Pretoria (2 novembre 2022), le gouvernement éthiopien affirme être en train de rétablir les services de base dans les zones touchées par le conflit (électricité, télécoms, services bancaires). Ainsi, des préparatifs sont en cours par le fournisseur national d'électricité (EEP) pour la remise en état de diverses lignes. Actuellement, 80% des lignes endommagées auraient été réparées (soit 474 tours sur 260 km). De plus, les services de télécommunications dans la région du Tigré seraient à une phase précoce et très partielle de restauration. Les services auraient été entièrement rétablis dans la ville d'Alamata, selon *Ethio Telecom* avec une reprise partielle des services dans 6 autres villes de la région (Dansha, Turkan, Humera, Shiraro, Maytsebri et Maykadra). Enfin, la Banque centrale (NBE) a ordonné à toutes les banques privées de reprendre leurs services bancaires dans les zones contrôlées par la Force de défense nationale éthiopienne (ENDF). Plusieurs banques

commerciales possèderaient des centaines de succursales dans les zones touchées par le conflit, la banque publique, *Commercial Bank of Ethiopia (CBE)* en comptant plus de 300. De nombreuses banques ont souhaité « annuler » les NPL liés aux projets dans le Tigré, dont la *Development Bank of Ethiopia* (10 Mds ETB en NPL). Néanmoins, la NBE reste déterminée à conserver les NPL dans les états financiers des banques. Concernant les routes aériennes, *Ethiopian Airlines* a déclaré avoir finalisé les préparatifs pour reprendre les vols vers la région du Tigré.

Djibouti

Le gouvernement dément la suspension unilatérale d'une partie du service de la dette extérieure mais reconnaît l'existence d'une solution négociée

Le ministre de l'Économie et des Finances, Ilyas Moussa Dawaleh, a démenti l'information rapportée par la presse alléguant que le gouvernement djiboutien avait temporairement et unilatéralement suspendu les paiements à deux de ses principaux créanciers bilatéraux à savoir la Chine et le Koweït. Cette information, issue d'un article du média *South-China Morning Post* et reprise à l'international, faisait écho au dernier bulletin de conjoncture économique pour Djibouti de la Banque Mondiale (novembre 2022) qui signalait l'accumulation par le gouvernement djiboutien d'arriérés extérieurs atteignant 3% du PIB en juin 2022. Le rapport fait également état d'un alourdissement conséquent du service de la dette djiboutienne au premier semestre 2022 (184 MUSD en 2022 soit 4,7% du PIB contre

54 MUSD en 2021 soit 1,4% du PIB). Ce surcroît serait causé par la fin de l'Initiative de suspension du service de la dette, ISSD (l'effet ISSD est également invoqué par le gouvernement) ainsi que la fin de la période de grâce du prêt pour le pipeline d'eau reliant Djibouti à l'Éthiopie en 2022 et du prêt pour le chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti en 2025. Dans un communiqué officiel publié le 8 décembre, le gouvernement nie toute suspension de paiement décidée unilatéralement mais précise que des négociations auraient abouti avec plusieurs de ses créanciers dont le principal, la Chine. Le développement de la présence chinoise à Djibouti est, en effet, corrélé à l'accroissement exponentiel de la dette extérieure publique et sous garantie publique, dont la part chinoise représentait environ 1,8% en 2000, 3,6% en 2009, et 55,9% en 2020 selon le FMI (soit près d'un tiers du PIB national et 86,5% de la part bilatérale de la dette extérieure).

Kenya

Les écarts de richesse restent constants, en dépit de la croissance du PIB par habitant

Lors du lancement du *Country Partnership Framework* de la Banque mondiale pour le Kenya, la Banque a révélé que les écarts de richesse avaient stagné depuis 2015, après une période d'amélioration entre 2005 et 2015. La croissance robuste du PIB par habitant a permis de diminuer la part de la population vivant en dessous du seuil international de pauvreté de 43,9% à 33,4% entre 2015-2019, mais cette augmentation du revenu national n'impliquerait pas de changements significatifs dans la répartition

des ressources, car elle serait davantage portée par les investissements massifs dans les infrastructures, sous le mandat du président Kenyatta. Selon un rapport de la *Kenya Fight Inequality Alliance*, seulement 8 300 personnes au Kenya possèdent la même richesse que le reste des plus de 45 millions d'habitants du pays, et nombre de super-riches au Kenya est parmi ceux qui augmentent le plus rapidement dans la région.

Un cinquième prêt Banque Mondiale pour l'année fiscale FY2022/23

Le Kenya est en négociation avec la Banque mondiale pour obtenir un prêt concessionnel avant juin 2023, dont le montant s'élèverait à hauteur de 750 MUSD. Ce cinquième prêt au titre du cadre DPO (*Development Policy Operation*) de la Banque Mondiale a pour objectif une croissance plus soutenable, résiliente et inclusive. Le CS du Trésor, Prof Njuguna Ndung'u, estime que ce prêt permettrait de soutenir le développement du capital humain en tant que principal moteur de la croissance économique. Le nouveau prêt financerait la dette externe du pays pour l'année fiscale en cours avec une forte concessionnalité. Selon la *Central Bank of Kenya (CBK)*, la part de l'endettement externe a légèrement augmenté sur la période, passant de 45,9% début 2012 à 50,1% en mars 2022. La Banque mondiale, premier bailleur du Kenya, détient 27,5% de la dette externe totale.

Madagascar

Inauguration de la centrale hydroélectrique de Farahantsana de 28 MW

Le Président de la République malgache a inauguré le 1er décembre la centrale hydroélectrique de Farahantsana d'une capacité installée de 28 MW à Mahitsy, située à 30 km au nord de Tananarive. Le projet a nécessité un investissement total de 100 MEUR, dont les travaux ont notamment été assurés par le groupement composé de Sogea-Satom (filiale de Vinci) et de la Société de Construction et de Bâtiment (SCB, groupe Rajabali). La centrale sera exploitée par l'entreprise Mahitsy Hydro, filiale de l'italien Tozzi Green et bénéficiera à 150 000 ménages qui seront raccordés au Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA). Il s'agit de la quatrième centrale hydroélectrique exploitée par Tozzi Green après celle de Sahanivotry (16 MW), de Tsiacompaniry (5,2 MW) et de Maroantsetra (2,5 MW).

🌐 Maurice

Pas de brève cette semaine

🌐 Ouganda

Engie Energy Access Ouganda lauréate de l'appel à projets *Beyond the Grid for Africa*

Beyond the Grid for Africa (BGFA), facilité multi-bailleurs gérée par la *Nordic Environment Finance Corporation (NEFCO)*, a sélectionné *d.light Design Uganda*, la filiale de *d.light*, une société basée à San Francisco, et *Engie Energy Access Uganda*, la filiale de l'énergéticien français Engie, dans le cadre de son appel à projets pour l'électrification en Ouganda. Ces deux fournisseurs de systèmes solaires domestiques

bénéficieront de subventions basées sur la performance d'une valeur de 5,2 MUSD. *Engie Energy Access* prévoit d'installer 170 000 systèmes solaires domestiques au cours des quatre prochaines années. Dans le cadre du programme BGFA, l'entreprise devrait fournir un accès à l'électricité à 800 000 personnes en Ouganda. Active dans l'ensemble de la région d'Afrique de l'Est, *Engie Energy Access* distribue des kits et systèmes solaires, alimentant entre autres des ampoules, radios, télévisions et équipements ménagers, et développe également des mini-réseaux photovoltaïques.

Retour inégal vers la stabilité des prix dans le pays

D'après le dernier rapport du *Ugandan Bureau of Statistics (UBOS)*, l'inflation entame doucement un retour vers sa cible de moyen terme, fixée à 5,0% par la *Bank of Uganda (BoU)*. Pour la première fois en 2022, l'indice des prix à la consommation a en effet baissé de 0,1 point de pourcentage (10,6%) entre novembre et octobre. Toutefois, l'UBOS a précisé que cette évolution favorable cache cependant d'importantes disparités géographiques ou selon le produit. Par exemple, les prix sont plus élevés à Gulu (inflation à 12,8% en novembre) et Arua (13,2%) que dans le reste du pays. Concernant les postes de consommation, si le prix de l'énergie et du carburant a baissé de 12,2% en novembre par rapport à octobre, sous l'effet d'une chute du prix du pétrole (-26,5% en un mois), le prix des produits alimentaires de base comme la farine de maïs, le *matooke*, le sucre et les haricots, est resté élevé pendant cette période (+ 0,17%).

🌐 Rwanda

BB Energy finance 200 000 fourneaux améliorés pour la cuisson propre

L'entreprise britannique de trading en énergie BB Energy a signé un partenariat avec les entreprises rwandaises Société Pétrolière et *Quality Engineering Company (QEC)* pour la fabrication et la distribution de 200 000 fourneaux améliorés. QEC assurera la fabrication et la distribution aux communautés locales. Un plan de formation sera proposé aux bénéficiaires de ces équipements pour leur permettre de les utiliser de manière optimale. La production et distribution de ces équipements devraient permettre la création d'au moins 100 emplois au Rwanda. Cette annonce fait suite à la signature d'un protocole d'accord entre *BB Energy* et le ministère de l'Environnement en novembre 2021 pour la mise en œuvre d'initiatives de lutte contre le changement climatique. Ce projet contribue à l'objectif du gouvernement rwandais de réduire la part des ménages utilisant du bois pour la cuisson de 80% en 2017 à 42% en 2024.

Seychelles

Le FMI débloque 8,6 MUSD suite à la 3ème revue du mécanisme élargi de crédit

Le conseil d'administration du FMI a annoncé le 1^{er} décembre la conclusion de la troisième revue du mécanisme élargi de crédit, et le décaissement de 8,6 MUSD portant le total déboursé à 80,6 MUSD. Le FMI souligne la forte reprise économique en 2022, à hauteur de 10,6% (contre 7,1% prévus initialement). Elle a été alimentée par un rebond plus rapide du secteur

touristique. L'inflation devrait être maîtrisée en 2022 (3% contre 9,8% en 2021). Fin septembre 2022, les arrivées de touristes ont augmenté de 125% en glissement annuel, avec une demande plus forte que prévu en provenance d'Europe et du Moyen-Orient. Le FMI a également relevé l'effort d'assainissement budgétaire et le soutien social aux plus vulnérables, mais a rappelé que le pays restait soumis à de nombreux risques dont les prix élevés des denrées alimentaires et du carburant ainsi que la résurgence du COVID-19.

Somalie

La croissance somalienne s'élève à 2,9 % en 2021 malgré le Covid-19 et la sécheresse

Le PIB de la Somalie a rebondi à 2,9 % en 2021, après une contraction de 0,3 % en 2020, malgré les nombreux chocs qui ont freiné la reprise économique : élections retardées, sécheresse, perturbations logistiques internationales et insécurité accrue. En 2022, la croissance retomberait à 1,9%, en raison du ralentissement économique mondial, de la sécheresse et de la baisse des transferts de fonds. Malgré ce ralentissement conjoncturel, le dernier rapport de la *BM Somalia Economic Update (SEU)* d'octobre 2022 note que la Somalie sort peu à peu de la fragilité : la hausse de la consommation et des investissements, combinée à une croissance rapide des partenaires commerciaux de la Somalie, devraient porter la croissance du PIB à 3,6% en 2023 et 3,7% en 2024. Selon la Banque, la Somalie doit ainsi renforcer ses institutions afin de passer d'une dépendance à l'aide humanitaire à une approche développementale. En effet, dans un

contexte d'espace budgétaire tendu, l'alignement du filet de sécurité humanitaire sur les systèmes nationaux est essentiel pour lutter contre la pauvreté chronique et renforcer la résilience.

🍷 Soudan

Signature de l'accord-cadre entre les militaires et une partie de l'opposition civile

Après le coup d'Etat d'octobre 2021 et après un long processus de facilitation, mené par les Nations Unies, l'Union Africaine et l'Igad, une première étape a été franchie avec la signature de l'accord-cadre entre les militaires et une partie de l'opposition civile ce lundi 5 décembre. Cet accord prévoit une période transitoire de deux ans dirigés par un gouvernement civil et met fin à l'intervention des militaires dans la vie politique interdisant au même temps aux institutions militaires l'exercice de toute activité économique. Toutefois, le processus risque d'être long et difficile, avec des risques de dérapage étant données les nombreuses divisions internes qui opposent les différentes parties prenantes. De plus, tant que l'accord final ne sera pas signé, induisant une entente des différents signataires sur les points de division (justice transitionnelle, réforme des systèmes de sécurité, Accords de paix de Djouba, démantèlement des intérêts de l'ancien régime, Est du Soudan), la date de nomination du gouvernement reste incertaine.

Le Soudan absent du sommet Etats-Unis-Afrique

Le Soudan fait partie avec le Mali, la Guinée et le Burkina Faso du groupe de pays n'ayant pas été invités à la tenue de sommet, qui se déroulera du 13 au 15 décembre à Washington. L'administration américaine a justifié cette décision par le fait que l'adhésion de ces pays à l'Union Africaine avait été suspendue. Nonobstant des membres de la société civile de ces pays seraient associés virtuellement à ce sommet auquel ont été invités 49 chefs d'État africains et le chef de l'Union africaine et qui vise à renforcer les échanges commerciaux et d'investissement.

🍷 Soudan du Sud

Financement d'urgence de 113 MUSD par le FMI

Mardi dernier, le Fonds Monétaire International (FMI) a déclaré qu'il verserait 112,7 MUSD au Soudan du Sud dans le cadre du *Food Shock Window*, un nouveau volet du *Rapid Credit Facility (RCF)* existant. Avec ce nouvel accord, qui devrait être approuvé dans les semaines à venir par le conseil d'administration du FMI, l'encours total des crédits alloués au pays par l'organisme s'élèvera à 322 MUSD. A court terme, ce nouveau financement d'urgence cible l'insécurité alimentaire, le renforcement des réserves en devises nationales ainsi que le soutien aux dépenses sociales. Le FMI a par ailleurs ajouté que les fonds soutiendront les efforts du gouvernement actuel vers leur objectif de stabilité macroéconomique et de soutenabilité de la dette à plus long terme.

🍷 Tanzanie

Pas de brève cette semaine

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à

Kigali : Quentin DUSSART

quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice,
Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) /
[Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international